

Discussion of Professor E. Malinvaud's paper

MUSELAY

Ma note, figurant en annexe de cette discussion, avait été distribuée à l'avance afin de faciliter la réflexion sur l'exposé de M. Malinvaud. J'en rappelle quelques éléments.

Tout d'abord, je constate que les recettes anticrises que l'on a voulu appliquer dans les années trente et celles que nous préconisons aujourd'hui, montrent une similitude frappante. A cette époque déjà, on a parlé beaucoup des mesures à prendre: la réduction du temps de travail, des subsides aux entreprises en difficulté, l'abaissement de l'âge de la retraite, la prolongation de la scolarité, l'exclusion des femmes et des immigrés, l'embauche par le secteur public, de grands travaux d'infrastructure, etc. et tout sous le fond de déficit public.

Naturellement, l'intervention d'Adolf Hitler nous empêche de savoir ce qu'auraient produit ces recettes anticrises qu'on a voulu appliquer entre 1929 et 1940.

Mais le débat sur l'emploi continue. A cet égard, je trouve intéressant de citer les paroles de Jacques Delors dans une interview du *Nouvel Observateur* en 1993: "J'avais proposé un ensemble de mesures pour soutenir la croissance et la compétitivité, donc l'emploi. Tout le monde applaudit, mais la Commission Européenne s'est heurtée à la réticence de la majorité des Ministres de l'Economie et des Finances et à l'indifférence de certains Chefs d'Etat et de Gouvernement".

Je voudrais également rappeler les paroles intéressantes de M. Michel Camdessus, Président du Fonds Monétaire International, prononcées à l'occasion des grandes Conférences Catholiques à Bruxelles au cours du mois de février 1996:

"Comme tous les pays de vieille civilisation, l'Europe a des difficultés à reconnaître le devoir permanent de l'ajustement. Si elle ne remet rien en cause, si elle est assise sur des droits acquis, elle perdra progressivement sa part dans les affaires du monde et entrera dans une phase de déclin. Si, au contraire, l'Europe accepte de revoueler ses méthodes d'éducation, de formation, de traitement du chômage, si elle consent à adapter ses dispositifs de sécurité sociale, un problème partout, elle sera un acteur gagnant du monde nouveau".

Quant à moi, je trouve évident que notre société soit en crise depuis une vingtaine d'années, mais cette crise a aussi un sens positif. On passe, et on doit passer, d'un système économique et social révolu à un autre plus solidaire. Le monde nouveau n'est pas encore tout à fait défini. Il faut pour cela un changement de mentalité. La solution au problème du chômage exige la persévérance dans les efforts, mais aussi que chacun de nous se remette en question.

La crise actuelle n'est pas seulement économique, il faut le dire et retenir, mais aussi intellectuelle et morale: une catharsis qui nous oblige à revoir nos conceptions trop matérialistes et nos lignes de conduite égoïstes. C'est ma conviction que, sans cette révision, nos efforts pour combattre le chômage n'aboutiront pas aux résultats escomptés.

MALINVAUD

Je remercie le Père Muselay de sa note et de son intervention orale à laquelle j'adhère parfaitement, notamment lorsqu'il dit que l'incapacité de nos sociétés à traiter le chômage relève d'un problème plus général.

J'ai constaté en effet à des multiples reprises que des mesures favorables à l'emploi ont été proposées, examinées, jugées alors en fonction d'autres critères, et n'ont finalement pas été appliquées telles qu'elles avaient été proposées pour être favorables à l'emploi.

Je suis également d'accord avec la note écrite dans laquelle le Père Muselay passe en revue les différents moyens d'agir dans la lutte contre le chômage. Si j'étais dans un aréopage d'économistes, j'insisterais peut-être toutefois sur quelques points qui me semblent avoir été négligés, notamment quant à la politique macroéconomique.

ARROW

I would like to ask Professor Malinvaud to expand on his brief remarks on macroeconomic policies. Like you, I prefer measures that improve the workings of the market and avoid interventions that produce rigidities, as you so eloquently pointed out. But I would like to ask how different you think the history of the last two decades would have been if more stimulating macroeconomic policies had been employed. These might have been easier money or fiscal policy. We all recognize, as you pointed out, that spending policies have limited usefulness because of delays in response. But monetary policy, that is, lower short-term interest rates and the like, works rapidly.

As Father Muselay pointed out, Europe faced a similar though much worse problem than today's in the 1930's. That stimulated all the work on economic theory and policy by J.M. Keynes and others. Most economists

today feel that the Great Depression was avoidable, not by cutting hours of work or similar restrictive measures, but by policy. Milton Friedman has argued that an expansion of the money supply was needed, others would have called for more spending, but there is a consensus that the depression of the 1930's, with its great social consequences, was avoidable by suitable policy. To say it was not avoidable would be a grave indictment of our present economic system.

Europe is not in the state of the 1930's, but it is half-way there. The prolonged unemployment has been accepted so far with remarkable equanimity by the people of Europe. But the situation seems fragile, and it certainly has had social consequences, as you mention in your paper, and obvious bad economic consequences. People who could be working and producing goods are idle.

Macroeconomic policy today is partly inhibited by globalization. Thus, France in the early 1980's tried to expand by itself and failed. Macroeconomic policy requires international or at least Europe-wide cooperation by governments and central banks. If this cooperation were attainable, do you think that a distinctly lower unemployment would be possible?

MALINVAUD

Oui, c'est une bonne question, mais je ne devrais pas y répondre et suivre plutôt le conseil du Professeur Archer, selon lequel nous devons dégager les points d'accord entre nous plus que les points de désaccord. Ma note indique qu'il y a un désaccord sur le rôle des politiques macroéconomiques en Europe. J'ai essayé d'en donner les éléments principaux, pour que le débat y apparaisse clair; mais je n'ai pas voulu exprimer un avis personnel. Puisque je suis sollicité de le faire, je dirai simplement que je suis assez d'accord avec le Professeur Arrow. C'est une confession, qui ne doit pas figurer comme un élément principal dans notre discussion.

SCHOOYANS

Je voudrais vous faire part d'une préoccupation qu'a accentuée la lecture du paragraphe 4.4 et 5.3 de votre exposé. Je me demande si nous n'évoluons pas dans un monde où une méfiance larvée se manifeste de plus en plus vis-à-vis du *pouvoir politique*. J'ai remarqué que dans certains rapports de la Banque Mondiale ou du PNUD, par exemple, apparaissait un appel discret à une subordination du pouvoir politique au pouvoir économique. Or, dans sa Lettre apostolique *Octogesima adveniens* (1971), Paul VI insistait sur une certaine *préséance du pouvoir politique* par rapport

au pouvoir économique. Je me demande donc si, à force de faire le procès de l'État-providence, nous ne tendons pas à discréditer le pouvoir politique dans sa nature même, dans sa raison d'être. Ne risquons-nous pas d'ouvrir la voie à une sorte de technocratie économiciste qui échapperait aux médiations politiques, lesquelles sont pourtant indispensables si l'on veut que prévalent certaines références morales y compris dans la vie économique?

Je voudrais donc simplement vous demander, Monsieur le Président, de nous expliquer comment vous voyez ce rapport entre le pouvoir politique et le pouvoir économique.

MALINVAUD

Ce n'est pas à moi de répondre à la question, mais plutôt aux spécialistes des sciences politiques. Ma tâche d'économiste consiste à dire, de façon réaliste, aux politiques, aux opinions publiques, aux moralistes, ce qui est du domaine du faisable et ce qui est du domaine du rêve. Nos sociétés aiment trop rêver de mesures qui auraient tous les avantages et pas d'inconvénients. On a souvent dit que l'économie était une science lugubre; son rôle déplaisant est en effet souvent de dire: "Non, telle action va avoir des conséquences autres que celles que vous espérez".

Parmi les conclusions de mon exposé figure l'affirmation que, à l'intérieur des possibilités économiques, il reste des marges de choix: on peut opter pour une politique sociale plus ou moins énergique, restreignant plus ou moins l'économie de marché. Il faut simplement en accepter les contreparties, notamment, en termes de niveau de vie. Quant à moi, j'ai tendance à penser que le niveau de vie et le niveau de rémunération reçoivent une priorité beaucoup trop élevée dans les décisions des individus, et par voie de conséquence dans les décisions des Etats. Mais ce n'est qu'une opinion personnelle; quoi qu'il en soit, il revient aux spécialistes des sciences politiques d'analyser pourquoi certaines décisions puissent apparaître comme de démissions du politique par rapport à des soit-disantes nécessités économiques.

URZ

Les économistes ont fait de grands efforts pour analyser l'économie actuelle afin de découvrir les causes d'un chômage regrettable. On accusait le manque de flexibilité du marché de travail, les salaires dépassant la productivité réelle de l'économie, les lourdes charges sociales qui pèsent sur les entreprises, les grandes différences des cours du change, etc. Examinant 17 économies nationales des années 1968 à 1994, la fondation allemande appelée "Bertelsmann" a établi que les pays qui présentent le moindre

degré de chômage sont caractérisés par les qualités suivantes: premièrement par la stabilité monétaire, deuxièmement par la paix sociale entre les entrepreneurs et les employés, spécialement par l'absence de grèves, troisièmement par une politique salariale qui se tient aux limites de la productivité réelle.

Pour connaître la valeur de ces constatations empiriques, il faut bien se rendre compte de la base idéologique sur laquelle ces analyses sont fondées. Les trois suppositions suivantes déterminent le jugement de valeur des économistes: premièrement, le degré de la croissance économique actuelle n'est pas discuté, c'est-à-dire il est accepté comme légitime, on ne pense pas au fait que la capitalisation massive pourrait être, elle aussi, une des causes du chômage puisque l'augmentation de la productivité est considérée comme l'impératif absolu de toute action économique. Deuxièmement, le welfare est considéré uniquement comme phénomène matériel sans qu'on se rende compte des conséquences qui affectent les structures sociales, culturelles et spirituelles. Troisièmement, la norme ou le paramètre est toujours l'économie de marché caractérisée par la concurrence totale. Quoique l'économiste sache bien que la concurrence parfaite n'est pas réalisable, il s'oriente malgré tout vers la concurrence totale, cherchant uniquement des interventions conformes au marché comme si l'économie de marché était l'unique norme d'une économie du bien-être commun.

Face à cette conception, le moraliste et avec lui le Pape se demande comment formuler les exhortations relatives à la doctrine sociale de l'Église. Les économistes protestent quand le Pape dénonce le capitalisme comme cause du mal social. Le Pape devrait-il donc exhorter uniquement les ouvriers à se contenter d'un moindre salaire eu égard à la croissance économique?

Tant que l'économiste ne sort pas de son idéologie, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il ne prendra comme point de départ que l'économie de marché, sans considérer la finalité de toute action économique, notamment la bonne vie humaine de toute la société, il n'y aura pas de dialogue possible entre le moraliste et l'économiste. Les économistes protestent quand Jean-Paul II publie l'Encyclique *Laborem exercens* dans laquelle on lit que le travail précède le capital et est la cause de celui-ci. Et quand le Pape, dans l'Encyclique *Centesimus annus* se prononce pour l'économie de marché, les économistes se réjouissent, croyant que l'Encyclique *Laborem exercens* serait maintenant corrigée. Mais les économistes n'ont pas remarqué que l'Encyclique *Centesimus annus* définissait l'économie de marché sur la base de la doctrine de *Laborem exercens*. Ce qui vaut pour la propriété privée vaut également pour l'économie de marché. Les deux sont subordonnées au bien commun, celui-ci étant compris dans toute son ampleur humaine,

matérielle, culturelle et spirituelle. Le travail est une valeur absolue qui a sa place à côté de l'existence humaine. Le travail finalise donc l'économie, tandis que la concurrence économique est seulement un moyen ou une institution à utiliser par rapport à la finalité intégrale de la société humaine. Les économistes doivent donc assigner au travail, c'est-à-dire au plein emploi, une place supérieure à la concurrence. On ne peut pas sacrifier le travail aux lois du marché, comme on doit le faire avec le capital. Pour cette raison, l'Encyclique *Centesimus annus*, en accord avec *Laborem exercens*, insiste sur les conditions préalables de l'économie de marché. Ota Šik a élaboré un projet spécial à ce sujet. Aussi longtemps que nous ne nous consacrons pas à ce problème il nous sera impossible de servir la doctrine sociale de l'Eglise. Il n'y a d'ailleurs pas non plus d'autre possibilité de résoudre le problème actuel du chômage (Une version allemande plus complète de cette contribution figure en annexe à la fin de la discussion).

MALINVAUD

Père, puisque vous venez de vous plaindre de l'attitude des économistes, sans faire entre eux aucune distinction, il me revient sinon de les défendre au moins d'expliquer leur attitude; mais je dois être bref, ce qui m'interdit de nuancer le propos. Je ferai trois remarques.

Premièrement, beaucoup d'économistes n'ont pas de difficulté avec les principes dont s'inspirent et qu'expriment les encycliques sociales. Par exemple, beaucoup d'économistes acceptent depuis longtemps la primauté du travail par rapport au capital. Je ne crois donc pas que *Laborem exercens* ait soulevé la protestation de la profession des économistes qui s'efforcent de faire progresser la science économique.

Secondement, ces économistes étudient l'économie de marché, non en raison d'une préférence idéologique, mais parce que c'est le système adopté presque partout. Il importe dès lors de comprendre comment ce système fonctionne, serait-ce seulement pour en améliorer les performances sociales.

Troisièmement, beaucoup parmi nous ont étudié des "alternatives au capitalisme", souvent avec l'espoir d'y trouver de meilleurs régimes pour l'organisation économique de nos sociétés, ou au moins de découvrir l'idée d'aménagements qu'il serait souhaitable d'apporter à l'économie de marché. De fait, les espoirs ont été plutôt déçus jusqu'à présent, en ce sens qu'aucune des alternatives radicales qui avaient été envisagées ne s'est révélée bonne. Mais dans le vaste cadre de l'économie de marché, il y a place à bien des modalités, et elles sont plus ou moins favorables aux diverses finalités humaines. C'est cela qu'il convient de faire apparaître, sans abuser nos contemporains.

ZAMPETTI

Professor Malinvaud, ho letto con molto interesse la sua relazione che mostra vari spunti anche ai cultori di altre materie per alcune riflessioni. All'inizio aveva detto che il diritto al lavoro ha priorità sugli altri diritti socioeconomici. Ed ancora aveva soggiunto che le teorie economiche mostrano insicurezza per la soluzione del problema dell'occupazione.

Ed allora mi domando: a questo punto che cosa intendiamo per disoccupazione strutturale? Il concetto di struttura (e questo è un punto da chiarire) non appartiene solo al sistema economico, ma si estende al sistema sociale e al sistema politico, tanto è vero che la *Sollicitudo rei socialis* parla di strutture di peccato della società, sia dell'est che dell'ovest. Affrontiamo allora il problema di fondo. Che cosa intendiamo per struttura con riferimento ai tre sistemi, quello sociale, quello economico e quello politico? Soltanto in questa ottica possiamo capire la priorità del diritto al lavoro sugli altri diritti non solo sociali, ma altresì politici.

Per queste ragioni l'elettore disoccupato è un'anomalia in una concezione democratica. Ci possiamo infatti chiedere: in che misura il sistema politico può consentire a ciascun elettore di trovare un posto di lavoro? La democrazia deve essere il volano del sistema economico. Soltanto in questa prospettiva possiamo parlare di priorità del lavoro sul capitale.

Dobbiamo rilevare a questo proposito che nel secolo scorso nello Stato liberale il suffragio era un suffragio censitario i cui titolari erano i proprietari. Quando il sistema politico era retto dal suffragio limitato il capitale aveva priorità sul lavoro. L'estensione del diritto di voto avrebbe dovuto comportare l'estensione, anche se all'inizio solo potenziale, della proprietà a tutti gli elettori. Ciascun elettore deve essere messo in condizione di divenire proprietario. È importante a questo proposito richiamare il concetto enunciato dalla *Laborem exercens* di comproprietà dei mezzi di produzione (diverso dalla proprietà come proprietà di pochi). Tale concetto lega il diritto di proprietà come diritto di tutti, al diritto di voto altrettanto di tutti. Ma per giungere a questo risultato occorre ribadire e sviluppare il principio enunciato nella *Rerum novarum* da Leone XIII per il quale il lavoro è la fonte della proprietà. Diritto elettorale e diritto al lavoro sono per questa ragione interdependenti. Lavoro inteso come lavoro produttivo che soltanto può permettere la esistenza della proprietà concepita come comproprietà di tutti gli elettori.

Pertanto nella misura in cui viene esteso a tutti il suffragio, il problema dell'assicurazione di un posto di lavoro non ha più soltanto carattere socio-economico, ma diviene, altresì un problema politico-istituzionale. Il concetto di struttura non assume allora unicamente una valenza economica

come quando parliamo di disoccupazione strutturale. Esso ha simultaneamente valenza economica, sociale e politica. Dobbiamo giungere a una interazione tra i tre rispettivi sistemi (economico, sociale e politico) sul piano teorico prima e sul piano pratico poi, se vogliamo cercare di risolvere il problema della disoccupazione. Occorre pertanto estendere il concetto di democrazia, limitato ora al sistema politico, anche al sistema economico e sociale.

MALINVAUD

Je remercie le Professeur Zampetti, qui a annoncé des évolutions à venir. Il faudra voir exactement comment elles seront engagées.

RAMIREZ

President Malinvaud, you made mention about work in relation to wages. I am very much concerned about your statement that too high wages and too low wages would actually cause unemployment. This is something perhaps to take note of, especially in developing societies. In developing societies, we have what we call the minimum wage but we don't have a maximum wage. This causes a lot of imbalance in the economy. I believe the right to work is premised on the right to life. Since people cannot live without an income, then workers should receive a just wage. What is exactly a just wage? Is it possible for governments to regulate wage rates? According to economists, how should wage rates be regulated? I observe that in developing countries like the Philippines, there has been an undervaluing of labor. This causes a lot of migration, even out-migration, causing serious social costs among families, communities and societies. In a global economy, is it possible to standardize wage rates for the same products and service?

MALINVAUD

Votre préoccupation concerne la dispersion des salaires, plutôt que le niveau moyen des salaires. Je comprends très bien que vous vous inquiétiez de constater l'existence dans votre pays de salaires anormalement élevés; je m'en inquiète aussi dans mon pays. Dans de tels cas, la meilleure réponse consiste à recourir aux possibilités offertes par la fiscalité redistributive.

Vous vous préoccupez aussi, et plus encore si je vous comprends bien, de l'existence de salaires misérables. Dans nombre de pays développés, des salaires minimum ont justement pour but d'éviter cela; mais leur niveau doit être fixé en rapport avec la productivité des salariés concernés (je n'ai pas le loisir d'en dire plus à ce sujet, qui pourrait appeler bien des développements).

Vous vous interrogez encore sur l'opportunité d'une politique gouvernementale des salaires, même au niveau mondial. Vous ouvrez là tout un champ de réflexions. Je dirai simplement que les autorités gouvernementales ne sont pas bien placées pour élaborer et savoir gérer des barèmes destinés à s'appliquer aux salaires du secteur privé; l'expérience des pays développés déconseille d'envisager un tel système. *A fortiori* devrait-il en être ainsi si on prétendait introduire de tels barèmes à l'échelle internationale.

BONY

Monsieur le Professeur, votre étude interpelle les ressortissants des Pays en voie de développement.

Vous avez dit quelque chose de très important. En effet, dans votre note 4.2, vous faites remarquer que parmi les Pays en voie de développement, ceux qui ont choisi de s'insérer dans l'économie de marché ont trouvé des solutions à leurs problèmes. J'aurais voulu que vous nous donniez quelques exemples de pays ayant réussi et nous dire les méthodes employées.

S'agissant de l'Afrique Noire, je confirme ce que vous dites. Les pays qui, comme la Côte d'Ivoire, ont choisi l'économie de marché, malgré les variations des cours des matières premières, ont mieux réussi que ceux qui se sont enfermés dans d'autres systèmes.

Aussi je suggère que notre Académie, en plus de ses publications scientifiques, puisse faire quelques recommandations à certains décideurs et dirigeants des Pays en voie de développement.

MALINVAUD

N'étant pas expert des pays en développement, je ne peux faire mieux que vous donner des références à des auteurs mieux qualifiés. En voici deux: P. Guillaumont et S. Guillaumont, eds., *Stratégies de développement comparées: Zone franc et zone hors franc*, Paris, Economica, 1988, particulièrement la partie "Ouverture commerciale sur l'extérieur"; CEPII, *Economie mondiale: la montée des tensions*, Paris, Economica, 1983, particulièrement pages 214 à 240.

ANNEXE I

DEBAT SUR L'EMPLOI EN EUROPE

I. MUSELAY

Incontestablement, c'est le chômage qui constitue l'un de maux les plus graves qui puissent toucher les hommes. En effet, pour la plupart de nous, c'est le travail qui est la voie tracée vers la normalisation de l'existence. C'est par lui que l'on accède au marché des biens et de services; c'est lui qui permet de contribuer à la vie familiale et sociale et c'est lui qui facilite des relations humaines appropriées. Le travail contribue aussi à l'épanouissement de la personnalité de l'homme, de sa culture subjective et objective.

Par contre, le chômage est synonyme d'exclusion et de marginalité, surtout, s'il s'agit de chômage de longue durée. Les chômeurs dont la qualification professionnelle est inférieure, connaissent aussi souvent des problèmes de santé plus importants que ceux de leur catégorie d'âge, les risques des suicides et des décès.

Mr. Malinvaud pose à la fin de son exposé deux questions:

- Quelles seraient les meilleures compensations concrètes en faveur de ceux et celles qui seraient maintenus durablement au chômage?
- Quels seraient les moyens propres à réduire le plus possible l'importance du chômage?

C'est mon intention de réfléchir sur ces deux questions.

Il y a un parallélisme entre les recettes anticrises que l'on a voulu appliquer dans les années trente et celles que nous préconisons aujourd'hui. A cette époque déjà, on a parlé beaucoup des mesures à prendre:

- la réduction du temps de travail;
- les subsides aux entreprises en difficultés;
- l'abaissement de l'âge de la retraite;
- la prolongation de la scolarité;
- l'exclusion des femmes et des immigrés;
- l'embauche par le secteur public;
- des grands travaux d'infrastructure, etc. et tout sur le fond de déficit public.

On croirait revivre, à certains égards, ce qui a déjà été vécu il y a plus de cinquante ans. A certains égards seulement, parce qu'on ne peut pas mettre sur le même pied les chômeurs des années trente et ceux d'aujourd'hui. Perdre le travail revenait alors à prendre un ticket pour le train de la misère. Et puis, l'intervention d'Adolf Hitler nous empêche de savoir ce qu'auraient produit les recettes anticrises que l'on a voulu appliquer entre 1929 et 1940.

Eternel débat sur l'emploi que les dirigeants européens n'ont jamais tranché jusqu'ici, passant de la Charte sociale au Livre Blanc, sans unanimité, ni réelle volonté de se doter des moyens d'action nécessaires, continue. Jacques Delors racontait en 1993 dans une interview au "Nouvel Observateur":

"J'avais proposé un ensemble de mesures pour soutenir la croissance et la compétitivité, donc l'emploi. Tout le monde a applaudi. Mais la Commission européenne s'est heurté à la réticence de la majorité des ministres de l'Economie et des Finances et à l'indifférence de certains chefs d'Etat et de gouvernement".

Michel Camdessus, Président du Fonds Monétaire International, a déclaré dans son exposé aux Grandes Conférences Catholiques à Bruxelles, le 13.2.1996:

"Comme tous les pays de vieilles civilisations, l'Europe a des difficultés à reconnaître le devoir permanent de l'ajustement. Si elle ne met rien en cause, si elle s'assied sur ses droits acquis, elle perdra progressivement sa part dans les affaires du monde et entrera dans une phase de déclin. Si, au contraire, l'Europe accepte de renouveler ses méthodes d'éducation, de formation, de traitement du chômage, si elle consent à adapter ses dispositifs de sécurité sociale, elle sera un acteur gagnant du nouveau monde". (La Libre Belgique, le 14.2.1996, p. 11).

Notre société est en crise. Cette crise a aussi un sens positif. On passe d'un système économique et social révolu à un autre plus solidaire. Le monde nouveau n'est pas encore tout à fait défini. Il faut pour cela un changement des mentalités. La solution au problème du chômage exige la persévérance dans les efforts, mais aussi que chacun de nous se remette en question. La crise actuelle n'est pas seulement économique, mais aussi intellectuelle et morale; une catharsis qui nous oblige de revoir nos conceptions trop matérialistes et nos lignes de conduite égoïstes. Sans cette révision, nos efforts pour combattre le chômage n'aboutiront pas aux résultats escomptés.

Afin d'éviter de nous perdre dans des discussions purement scientifiques, je propose de réfléchir sur les points suivants:

1. Une politique économique de relance basée à la fois sur l'offre et la demande.
2. La réduction du coût du travail routinier.
3. L'aménagement du temps de travail (la flexibilité).
4. La promotion du secteur socio-productif (non marchand).
5. La formation professionnelle continue des travailleurs.

1. Une politique économique de relance basée à la fois sur l'offre et la demande.

L'offre et la demande jouent un rôle déterminant dans la vie économique. Il est essentiel que l'on rétablisse un équilibre relatif entre ces deux facteurs, afin qu'ils puissent convenablement remplir leur fonction. La politique à réconcilier l'offre et la demande n'est pas contradictoire. Ces deux facteurs sont complémentaires. Il ne sert à rien de stimuler la demande, si l'offre ne la suit pas, car on ne récolte alors que l'inflation. Par contre, la mise en place d'instruments susceptibles de stimuler l'offre, risquent d'être sans effet, si la demande est anémique.

Depuis Keynes, les économistes n'ont jamais cessé de débattre la question si l'inflation serait favorable à l'emploi. Mr Tietmeyer explique que la politique monétaire visant à influencer la conjoncture économique ne peut que à court terme seulement stimuler l'accroissement et l'emploi.

En effet, l'inflation agit comme une drogue. Au début, elle stimule bien des capacités, mais ensuite, elle provoque des dérèglements. Le drogué est alors placé devant un choix: ou il renonce aux drogues avec toutes les souffrances que la renonciation implique, ou bien il passe aux drogues dures qui le conduisent à la mort.

Un pays rongé par l'inflation a le choix entre l'hyper-inflation, qui conduit l'économie à des dérèglements, et la stabilisation qui entraîne temporairement un recul des activités et une augmentation du chômage, mais elle constitue la base d'une relance économique prometteuse. La perte d'emploi n'est pas à chercher dans la stabilisation, mais bien dans l'inflation elle-même.

Si on renonce à la stabilité monétaire, le pouvoir d'achat risque de prendre un très sérieux coup; une hausse ultérieure de l'inflation, conséquence de la faiblesse de la monnaie, mène nécessairement à une perte de la compétitivité des entreprises et avant que des mesures ne soient prises, exerce déjà des ravages aussi en matière d'emploi.

Depuis quelques années, l'inflation ne constitue plus un problème majeur pour les pays de l'Union Européenne, tandis que le chômage reste un grand problème, surtout, dans les pays à monnaie faible. Ce sont les Pays-Bas qui, en 1995, sont arrivés à des meilleurs résultats, grâce à leur monnaie forte et à des mesures contre le chômage: — une croissance de 3%; — l'inflation de 1,7% et un taux de chômage de 7,2% (OCDE).

L'Europe est morose, car elle est pleine d'incertitude. Un grand nombre de la population préfère l'épargne à la consommation. Pour stimuler la demande, il faut d'abord susciter la confiance dans l'avenir. La stimulation de la demande par le déficit budgétaire de l'Etat conduit rapidement à l'impasse en raison du gonflement de l'endettement public. Elle mène aussi souvent au déficit extérieur.

En ce qui concerne l'offre, le problème se situe principalement du côté des salaires. Au cours des dernières années, la relation entre le coût du travail et le chômage est devenue évidente. Un coût trop élevé du travail accélère la substitution entre le travail et le capital, le remplacement des hommes par les machines.

En Europe, l'accroissement de la productivité se traduit, presque immédiatement par l'augmentation des salaires, ce qui ne permet pas celle de l'emploi. Dans une situation de plein emploi, cette procédure est idéale. Elle permet un juste partage du progrès; elle correspond aussi à l'enseignement social de l'Eglise. En cas de sous-emploi, elle est cependant mauvaise, car elle rend l'intégration des chômeurs dans le circuit économique presque impossible. A cet égard, le plus grand défi consiste à amener des travailleurs à se montrer solidaires avec leurs camarades moins favorisés.

On sait aussi que la flexibilité démesurée des salaires, elle aussi, entraîne des problèmes concernant une trop grande volatilité de la demande et du volume de l'emploi.

La relance économique suppose aussi un effort coordonné au niveau européen. Les contraintes extérieures sont moins fortes pour l'Europe dans son ensemble que pour chaque pays pris séparément. En effet, le commerce extérieur représente une part nettement moindre pour l'ensemble de l'Europe que pour chaque pays isolé, car la somme des importations ne comprend pas les échanges intra-européens.

2. La réduction du coût de travail routinier.

Il est clair que les tâches routinières sont partout en perte de vitesse. Les travailleurs qui fournissent des activités routinières de production ou des services, sont menacés par l'automatisation et par la concurrence des pays à bas salaires. Etant donné l'accroissement de la population dans les pays en développement, il est prévisible qu'une bonne partie de la population sera toujours disponible à fournir le travail beaucoup moins bien rémunéré et exécuté dans des conditions de travail moins bonnes qu'en Europe.

Les travailleurs non qualifiés sont les principales victimes du chômage aussi pour une autre raison. Le progrès technologique et technique exige des qualifications de plus en plus poussées et exclut les travailleurs qui ne sont pas suffisamment formés.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il existe encore des écarts considérables entre les coûts salariaux au sein de l'Union Européenne. Il existe dès lors le danger du «dumping social» ce qui résulte de la possibilité d'exporter l'emploi et d'investir dans les pays où les conditions de travail sont moins contraignantes. Le risque existe que les travailleurs d'un pays perdent leur emploi en faveur de ceux d'un autre pays. Par rapport aux pays de l'Europe centrale, associés à l'Union Européenne, c'est évidemment le cas. Dans ce contexte, les travailleurs des pays de l'Ouest sont sollicités pour une plus grande modération salariale.

L'Association européenne des Syndicats a élaboré un programme social comprenant une longue liste des mesures législatives à prendre au niveau européen concernant notamment la liberté de circulation des travailleurs, des biens et des services ainsi que la démocratie économique, l'intégration industrielle, la durée du temps de travail, le congé parental, la sécurité sociale, le revenu minimum, etc.

Les employeurs, regroupés au sein de l'Union des Industries de l'Union Européenne, acceptent également l'idée d'une Europe sociale, tout en soulignant, que les entreprises doivent garder leur compétitivité et en mettant en garde contre toute charge supplémentaire venant grever davantage la difficile situation de l'emploi en Europe.

A l'égard de la concertation entre les travailleurs et les employeurs européens, l'accord de Maastricht représente une ouverture en matière de la politique sociale, même si cette perspective reste encore purement juridique. Toutefois, l'harmonisation de la législation sociale et des salaires, ne résoudra pas la concurrence des pays à bas salaires.

Pour cela, il faudrait réduire les coûts de travail non qualifié de manière considérable. Des réductions trop limitées ne feraient que retarder le déclin du travail routinier. La diminution des charges sociales pourrait améliorer sensiblement les chances des chômeurs de cette catégorie. Est-ce possible? Il reste évidemment à financer cet effort en prévoyant une série de mesures compensatoires au niveau européen, par exemple, l'harmonisation des régimes fiscaux sur les revenus financiers.

On pourrait aussi dispenser du paiement de cotisations sociales légales dépassant 30% des salaires bruts pour les travailleurs nouvellement engagés bénéficiant d'un salaire minimum obligatoire. Il s'agit d'un facteur «coûts» non négligeable qui pourrait être compensé au niveau de la sécurité sociale par le fait qu'il y aura autant de chômeurs en moins.

3. *L'aménagement du temps de travail (la flexibilité).*

La semaine de travail concentrée du lundi au vendredi n'est plus de règle en Europe. Le travail de nuit s'étend, le travail pendant le week-end et les jours fériés devient monnaie courante, tandis que les rythmes de travail des machines et des personnes sont de plus en plus déconnectés. Confrontés aux impératifs concurrentiels, les entrepreneurs cherchent à réduire leurs coûts en augmentant la durée d'utilisation de leurs équipements et par conséquent, la flexibilité du travail.

Ce mouvement est général en Europe, mais il se manifeste de manière plus ou moins forte selon les pays. En 1994, dans l'Europe des Quinze, quelque 21 millions d'emplois étaient à temps partiel, ce qui représentait environ 15% des emplois. Peu développé dans les pays du Sud, la part du temps partiel s'est accru aux Pays-Bas de 34,8%; au Royaume Uni de 23,8%; et au Danemark de 24%. L'exemple des Pays-Bas est unique en Europe : 64% des femmes travaillent à temps partiel. Dans ce pays, un salarié sur trois travaille à temps partiel.

L'aménagement du temps de travail s'impose pour les entreprises désireuses de ne pas perdre leurs travailleurs pour pouvoir les occuper utilement en cas de relance économique, mais temporairement ne sont pas capables de payer les salaires convenus. On peut naturellement aussi profiter de l'occasion pour recycler ou perfectionner les travailleurs.

La tendance au développement de la flexibilité de travail se heurte souvent aux réglementations officielles et aussi aux accords entre les partenaires sociaux, fondés sur la régularité et le caractère collectif des horaires. À défaut de changement rapide des législations, l'évolution des horaires se joue en priorité au niveau des entreprises.

Voici deux exemples :

1. Face à la proposition de la direction de ne travailler que quatre jours par semaine dès le 1er janvier 1994, avec une perte de salaire de 20%, la majorité des travailleurs de l'usine Volkswagen à Wolfsburg était d'accord. Pour la plupart des travailleurs, il était évident qu'il fallait renoncer à une partie des revenus pour éviter des licenciements.

2. La sidérurgie "Boël" à La Louvière a connu beaucoup de difficultés à raison de sa surcapacité et aussi à cause de la concurrence des pays de l'Europe centrale et orientale mais aussi en raison des tarifs douaniers élevés aux Etats-Unis. En novembre 1993, la direction a pris la décision de licencier la moitié de l'effectif, c'est-à-dire 1.068 travailleurs, ce qui a provoqué la grève qui a duré trois mois. Finalement, on a trouvé une solution acceptable pour tout le monde:

- La réduction du temps de travail de 37 à 36 heures par semaine.
- La diminution des salaires de 3%.
- L'obligation de la direction d'investir jusqu'à l'an 2000 le gain éventuel à la modernisation des installations.

Le résultat: personne ne fut licencié; 350 travailleurs à l'âge de 50 ans et plus furent mis à retraite anticipée.

En période de récession ou d'incertitude, les employeurs hésitent à engager définitivement des travailleurs pour une durée indéterminée. Il faudrait permettre de conclure des contrats temporaires successifs à durée déterminée. En Allemagne,

on a déjà admis une certaine extension de cette possibilité. En Belgique, cette possibilité existe dans le secteur public et aussi dans l'enseignement.

Toutefois, il faut faire attention à ce que la réduction généralisée du temps de travail pourrait augmenter le chômage. La masse des salariés n'est pas homogène en ce qui concerne la qualification. Les travailleurs hautement qualifiés sont difficilement remplaçables, tandis que leurs activités constituent le plus important apport à la productivité. La réduction du temps et du coût de travail pourrait apporter une solution pour l'augmentation de l'emploi concernant les travailleurs non qualifiés.

4. *La promotion du secteur socio-productif (non marchand).*

Mr Remond rappelle dans sa contribution à la session actuelle de notre Académie, la nécessité de redéfinir la notion du travail. La science économique a consacré sa recherche presque exclusivement aux activités marchandes, directement productives en rapport avec la production des biens matériels et le critère de la rentabilité était déterminant. Selon son avis, à ce critère trop étroit, il faudrait substituer celui de l'utilité sociale.

En effet, dans notre société, il y a beaucoup de besoins réels et souvent urgents qui ne sont pas satisfaits. Je pense d'abord à la large tranche de la population âgée. Celle-ci connaît de sérieux problèmes d'autonomie et d'isolement. Cette population toujours croissante éprouve beaucoup de peine à faire appel aux services d'aide de sa commune, peut-être parce qu'elle dispose de revenus élevés et ainsi elle n'est pas considérée comme nécessiteuse. Le secteur socio-productif pourrait apporter une solution convenable à ce problème.

Il y a aussi des besoins non satisfaits en ce qui concerne des ménages, la garde d'enfants avant et après d'école, le soin palliatif des malades et des vieillards, les services des migrants, des réfugiés et les services sociaux de tous genres.

Tout le monde s'entend à dire qu'il faut intégrer au maximum dans le circuit de travail surtout des chômeurs de longue durée. A cet égard, n'est il pas incroyable que la société ait un grand nombre de besoins qui ne sont pas rencontrés, alors que l'on continue à payer des milliers de personnes en leur interdisant de travailler? Il faut que les chômeurs de longue durée puissent exécuter, après une formation adaptée à cet effet, temporairement, un travail dans le secteur socio-productif public ou privé.

Les bénéfices sociaux seraient multiples:

- la prévention de l'exclusion et de la marginalité;
- l'intéressé reste actif jusqu'à ce qu'il trouve un emploi stable;
- il peut acquérir une expérience utile;
- il a le sentiment personnel qu'en échange de ce qu'il touche, il y a une prestation en contrepartie socialement valorisée;
- cette mesure pourrait aussi favoriser la lutte contre le travail noir;
- on pourrait convertir des milliards d'allocations de chômage, au moins partiellement, en recourant au service à la collectivité.

Mr Malinvaud mentionne dans son exposé des expériences menées en Belgique dans le secteur socio-productif. En 1973, 6% de la population active était

employée dans ce secteur; en 1990 déjà 14%. La contribution de ce secteur au PIB était de 10%. Le financement de ce secteur était assuré pour 43% par le pouvoir public, pour 39% par la cotisation sociale et 18% par les particuliers. Près d'un tiers des dépenses de ce secteur est retourné au pouvoir public (T.V.A., etc.)

Aussi la revalorisation de l'éducation des enfants et du travail ménager s'impose. Il ne s'agit pas de revenir en arrière et de renvoyer les femmes à la cuisine. L'accès des femmes au travail professionnel constitue un progrès, ce qui est reconnu aussi par l'enseignement social de l'Eglise. L'objectif est une plus grande liberté de choix pour la mère et aussi pour le père de famille. Il convient de les encourager de consacrer davantage de temps à l'éducation des enfants. Si la délinquance juvénile est ce qu'elle est, n'est-ce pas du au moins en partie à ce que les parents sont moins disponibles?

On pourrait trouver une bonne raison d'accélérer les efforts en vue d'un meilleur aménagement du temps de travail tant pour la mère que pour le père de famille. Il est indiscutable que l'arrivée de femmes en masse au marché de travail, au cours de derniers quarante ans, a aggravé la situation concernant le chômage. Beaucoup de métiers sont pour les femmes moins valorisants que celui de mère de famille. Je rappelle à nouveau qu'aux Pays-Bas 64% de femmes travaillent à mi-temps.

Le budget consacré à une allocation pour la mère ou pour le père de famille pourrait être largement compensé par des économies réalisées ailleurs. Et pourquoi ne pas compléter l'allocation accordée à la mère ou au père au foyer par des mesures positives à permettre leur réinsertion dans le circuit professionnel une fois les enfants élevés?

5. La formation professionnelle continue des travailleurs.

Etant donné le progrès rapide de la technologie et de la technique, la formation professionnelle continue des travailleurs est indispensable. Il s'agit tout d'abord de la formation des travailleurs peu qualifiés et de la formation en cas de restructuration, mais aussi de la formation ultérieure des personnes qualifiées.

La formation est surtout problématique dans les PME qui éprouvent des difficultés à envoyer certains membres du personnel en formation, parce qu'ils sont indispensables. Les remplaçants pourraient être soit des chômeurs demandeurs d'emploi et formés pour cet emploi temporaire (ce qui se fait au Danemark), soit encore des travailleurs intérimaires (comme en Belgique).

En ce qui concerne la formation des jeunes, celle que nous connaissons actuellement en Europe est trop stéréotypée, axée sur la gestion d'une entreprise telle qu'elle existait dans le passé. L'entreprise fut considérée comme une armée ayant à sa tête un commandant. L'unité de commandement était un principe inviolable et la devise: Exécution sans réflexion... Ce modèle d'entreprise est désuet, sauf pour les opérations purement routinières, n'apportant que peu ou pas de valeur ajoutée.

L'avenir appartient aux entreprises qui pratiquent l'égalité fonctionnelle entre tous les collaborateurs, chacun pouvant être sollicité à apporter sa contribution à une recherche collective de solutions, à l'accomplissement d'une mission et à un engagement d'autant plus motivé que tous se sentent également concernés.

C'est cet objectif que devrait poursuivre la formation des jeunes.

ANNEX II

DAS PROBLEM DER ARBEITSLOSIGKEIT — ÖKONOMISCH
UND ETHISCH GESEHEN

ARTHUR F. UTZ

1. DIE ARBEITSLOSIGKEIT AUS DER SICHT DES ÖKONOMEN

Das Modell der vollkommenen Konkurrenz

Die Wirtschaft ist die gesellschaftliche Tätigkeit mit dem Ziel der Bereitstellung der materiellen Güter im Sinn der allgemeinen Wohlfahrt. Dem Ökonomen obliegt dabei die Aufgabe, unter Berücksichtigung der rationalen, d.h. sparsamen Nutzung der Ressourcen für eine möglichst reichhaltige Bereitstellung jener materiellen Güter zu sorgen, die der allgemeinen Wohlfahrt dienen. Die Definition der Wohlfahrt wird hierbei vom Ökonomen nicht vorgenommen. Er überläßt dieses Geschäft der Ethik oder der politischen Entscheidung. Er bemüht sich in der theoretischen Bewältigung einfach um die Rationalität und das materielle Wachstum in der Gesellschaft im allgemeinen. Dies ist sein Vorteil, zugleich aber auch seine Schwäche, sein Vorteil, weil er damit ein kompaktes, logisch konsistentes Bild der sozialökonomischen Beziehungen zu bieten vermag, seine Schwäche, weil dieser Entwurf nie realisierbar ist.

Da die rationale Nutzung der Ressourcen, wie die allgemeine Erfahrung beweist, vom individuellen Interesse abhängt, ist der Ökonom gezwungen, einen individualistischen Standpunkt einzunehmen. Es sind die vielen einzelnen Nachfragenden, welche die Produktion bestimmen. Und es sind die vielen einzelnen Produzenten, die, um in der Konkurrenz bestehen zu können, die Kosten möglichst tief halten, d.h. rational produzieren. Die Konkurrenz zwingt auch die Unternehmer, Gewinne anzustreben, um das Unternehmen weiter zu entwickeln.

Gemäß dem Modell der vollkommenen Konkurrenz erübrigt sich die Frage nach der allgemeinen Wohlfahrt, d.h. die Frage nach der gerechten Verteilung des Wirtschaftsergebnisses. Es gibt in der vollkommenen Konkurrenz keine konjunkturelle Arbeitslosigkeit. Die Gesamtheit der Arbeitsfähigen und Arbeitswilligen findet einen Arbeitsplatz. Es kann einzig eine friktionelle Arbeitslosigkeit geben, die im Grunde nur jene Arbeitskräfte erfaßt, die ihren bisherigen Arbeitsplatz verlassen und einen neuen suchen. Diese friktionelle Arbeitslosigkeit kann außer im Fall des freien Arbeitsplatzwechsels auch dann entstehen, wenn ein Unternehmer seinen Betrieb intensiver mechanisiert, also kapitalisiert oder im Zug der Konkurrenz bankrott ist. Doch ist die so entstehende Arbeitslosigkeit im Rahmen der vollkommenen Konkurrenz nur eine vorübergehende Erscheinung. Bei wach-

sender Bevölkerungszahl und damit bei wachsendem Angebot von Arbeit sinken von selbst die Löhne nach dem Gesetz der Konkurrenz. Doch bleibt das Gleichgewicht von Angebot und Nachfrage aufrecht erhalten, denn das Angebot von Produkten richtet sich nach der neu entstandenen kaufkräftigen Nachfrage.

Die Mischwirtschaft — die unvollkommene Konkurrenz

Jeder Ökonom weiß heute, daß es die vollkommene Konkurrenz nicht gibt. Dennoch orientiert er sich in seinen wirtschaftspolitischen Anweisungen weiterhin an diesem Modell. Wenn z.B. die Gewerkschaften ihre Lohnforderungen zu hoch schrauben, wie dies heute der Fall ist, verlangen die Unternehmer eine Öffnung des Arbeitsmarktes. Arbeiter aus Billiglohnländern sollen hereinströmen können, um das Lohnniveau tief zu halten. Wenn diese Immigration von Arbeitern politisch nicht möglich ist, lassen die Unternehmer bestimmte Produkte im Ausland produzieren oder verlagern das Unternehmen ins Ausland. Dadurch entsteht natürlich im eigenen Land Arbeitslosigkeit. Der Ökonom rechtfertigt diese Politik mit dem Hinweis, daß auf diese Weise ärmeren Ländern geholfen werde.

E. Malinvaud bezieht sich im Hinblick auf die Wirtschaft mit unvollkommenem Wettbewerb die friktionelle Arbeitslosigkeit für Europa und die vergleichbaren Wirtschaften auf 5% der Arbeitsfähigen.¹ Unter Umständen muß man die obere Grenze der friktionellen Arbeitslosigkeit bereits tiefer ansetzen. Die Arbeitslosenquote der Schweiz war (1992) "nur" 2,5%. Diese wurde aber bereits als sehr beunruhigend beurteilt. Diese Unruhe war berechtigt, denn 1993 stieg sie bereits auf 4,5%. Entscheidend ist die Quote der Langzeitarbeitslosen und ihre Tendenz.

Die Ökonomen gehen nun näher der Frage nach, welche Ursachen in der heutigen Wirtschaft, vor allem der Industrieländer, für die Arbeitslosigkeit verantwortlich sind. Teilweise wird die stabile Währung dafür verantwortlich gemacht. Es wird erklärt, daß eine Lockerung der Währung den Absatz von Gütern in andere Länder erleichtert würde. Von der Seite der Keynesianer wird das potentiell zu hohe Angebot im Vergleich zur effektiven Nachfrage signalisiert. Andererseits wird auf zu hohe Löhne hingewiesen, welche die Rentabilität der Produktion verhindern. Man verlangt mehr Flexibilität der Löhne, einen geringeren Kündigungsschutz des Arbeitnehmers. Ja, man möchte sogar die Mobilität der Arbeitskräfte der des Kapitals angleichen, um auf diese Weise den Wettbewerb zu globalisieren.

Eine beachtenswerte Untersuchung hat die Bertelsmann-Stiftung herausgebracht.² Die Arbeitslosigkeit von 17 Nationen (1968-1994) wird dargestellt und nach ihren Ursachen klassiert. Die beschäftigungspolitischen Strategien werden in vier Gruppen eingeteilt: 1. Stabilitätsorientierte Marktwirtschaften (Japan, Schweiz, BRD, Österreich, und zuletzt USA), 2. Beschäftigungspolitisch aktive Wohlfahrts-

¹ Le chômage dans les économies mixtes: évitable ou non? In: Artikel, verfaßt für das Symposium der Päpstlichen Akademie der Sozialwissenschaften in Rom, März 1996, S. 2.

² Beschäftigungspolitik im internationalem Vergleich, Landes-Ranking 1980-1993, hrsg. von Stefan Huckermann und Ulrich van Suntum, Gütersloh 1994. 197 Seiten.

staaten (Schweden, Norwegen, Portugal), 3. Volkswirtschaften mit gravierenden Verteilungskonflikten (Großbritannien, Kanada, Italien, Australien, Spanien), 4. Beschäftigungspolitisch passive Wohlfahrtsstaaten (Dänemark, Niederlande, Belgien, Frankreich). Die Verfasser der Studie waren sich in ihrer Urteilsbildung bewußt, daß man die Beschäftigungsstrategien nicht nur nach ihrem Effekt auf den Arbeitsmarkt, sondern auch im Hinblick auf ihre Nebenwirkungen abwägen muß. Schweden und Norwegen waren beschäftigungspolitisch sehr erfolgreich, aber sie mußten empfindliche Effizienzeinbußen und Ausgabenlasten in Kauf nehmen. Immerhin belehren sie die Staaten mit einem unbegrenzten Freiheitspathos, daß beim Zahlen von Arbeitslosenunterstützung strenge Kontrolle und auch ein gewisser Druck zur Übernahme einer neuen Arbeit angezeigt sind, um Mißbrauch zu verhindern. Unter Berücksichtigung sämtlicher einschlägigen Aspekte stellen die Autoren fest, daß jene Länder die geringste Arbeitslosigkeit aufweisen, in denen 1. auf stabile Währung geachtet wird, 2. der soziale Friede herrscht (keine Streiks) und 3. die Lohnbildung der realen Wirtschaft entspricht, das heißt nicht zu hoch ist. Von diesem Gesichtswinkel aus stehen Japan und die Schweiz an oberster Stelle. Allerdings muß man bei der Schweiz noch die Tatsache in Erwägung ziehen, daß die Schweiz mit ihrem Fremdarbeiterstatut eine beträchtliche Zahl von Arbeitslosen exportiert.

Da die Verteilungsgerechtigkeit sich in der gemischten Wirtschaft nicht automatisch bildet wie im Modell der vollkommenen Konkurrenz, plädiert der sozial eingestellte Ökonom zusätzlich zur ersten Einkommensverteilung, die durch den Markt bestimmt wird, für eine zweite, d.h. soziale Einkommensverteilung, durch die vor allem jene, die am Wirtschaftsprozess nicht teilnehmen können, gestützt werden. Zur zweiten Einkommensverteilung gehören die sozialen Institutionen wie Familienzulage, Altersversicherung usw., die teilweise durch die Lohnnebenkosten finanziert werden. Die sogenannte Soziale Marktwirtschaft hat unter dem Druck der Gewerkschaften diesen Sektor besonders ausgebaut. Er ist aber inzwischen so umfangreich geworden, daß er die Marktwirtschaft lähmt.

Heute findet sich die zweite Einkommensverteilung in allen marktwirtschaftlichen Programmen, jeweils mit verschiedenem Gewicht. Ökonomen, die sich intensiver am Modell der vollkommenen Konkurrenz orientieren, verlegen den Hauptteil der sozialen Anliegen in den Privatsektor (private Altersvorsorge, karitative Tätigkeit usw.).³

Die Logik der Ökonomen — der Zirkelschluß in der Wirklichkeit

Die Arbeitslosigkeit ist, wie man sieht, ein Problem der ersten Einkommensbildung. Und diese wird vom Ökonomen immer von der vollkommenen

³ Vgl. hierzu: A.F. Utz, Nationalökonomien vor dem Forum der Ethik. In: Die Neue Ordnung, 49. Jg., 1995, 422-436. Der Artikel bespricht die verschiedenen Autoren, die einen vom Päpstlichen Rat *Justitia et Pax* aufgestellten Fragebogen über das Verhältnis von Wirtschaft und Ethik beantworteten: *Social and Ethical Aspects of Economics*, Vatican City, 1992. Deutsche Ausgabe: Gesellschaftliche und ethische Aspekte der Ökonomie, Ein Kolloquium im Vatikan, 1. April 1993. Hrsg. vom Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz, Bonn 1995.

Konkurrenz aus gesehen. Es wird überlegt, wo die Ursachen dafür liegen können, daß Angebot und Nachfrage sich nicht die Waage halten. Da im Modell der vollkommenen Konkurrenz die stabile Währung vorausgesetzt wird, konzentriert sich der Blick auf die Nachfrageseite, denn die Angebotsseite kann gemäß den Ökonomen nicht schuld sein, da die Unternehmer, um die hohen Lohnkosten zu vermeiden, die Kapitalisierung intensivieren müssen, wo es nur immer möglich ist. Konsequenterweise werden die Arbeitnehmer mit ihren hohen Lohnforderungen als hauptsächliche Verursacher der Arbeitslosigkeit angesehen. Darum wird beinahe in allen wirtschaftswissenschaftlichen Analysen der Finger auf die Lohnbildung gelegt. Die Arbeitnehmer ihrerseits erklären, sich auf Keynes stützend, die Nachfrage müsse durch höhere Löhne belebt werden.

Bei dieser Sachlage fragt man sich, was nun der Ethiker der Gesellschaft als Mahnung vortragen soll. Fest steht aus der Erfahrung, daß man auf die Stabilität der Währung zu achten hat und daß der Arbeitsfriede gewahrt werden muß, somit auf Streik zu verzichten ist, weil dieser nur Kosten verursacht. Soll nun der Ethiker die Unternehmer auffordern, zugunsten der Arbeitsintensität weniger zu kapitalisieren, und die Arbeitnehmer ermahnen, die Lohnforderungen zurückzuschrauben? Das Erste würde von den Unternehmern und Ökonomen mit dem Hinweis abgelehnt, daß dadurch das Wachstum und somit auch der Wohlstand gebremst und die Konkurrenz auf internationaler Ebene verunmöglicht würden. Das Zweite würde von den Arbeitnehmern abgelehnt, weil sie in ihrem bereits erworbenen Lebensstandard zurückgeworfen würden.

Aus diesem Dilemma folgt: Der Ethiker kann mit der empirischen Analyse nichts oder nur unter der Bedingung eines neuen Denkansatzes etwas anfangen, d.h. unter Voraussetzung einer anders definierten Wirtschaftsordnung. Es genügt offenbar nicht, nur vom Konzept einer allgemeinen Wettbewerbsordnung auszugehen. Solange nämlich der Wettbewerb der oberste, absolut geltende Parameter für ein Werturteil über eine konkrete Sachlage ist, ist eine Sanierung nicht möglich. Dem Ethiker wie ähnlich dem Papst in seinen Sozialenzykliken bleibt so nur die Möglichkeit, weiterhin dieser Welt die Forderung einzuhämmern, daß alle Wirtschaften im Westen wie im Osten die Pflicht haben, auf Vollbeschäftigung zu achten, das heißt, er ist gezwungen, sich mit der altgewohnten und von den Ökonomen stets kritisierten Formulierung zu begnügen, daß sowohl der liberale Kapitalismus wie der Sozialismus den Forderungen der katholischen Soziallehre widersprechen. Damit ist natürlich der wunde Punkt der wirtschaftswissenschaftlichen Interpretation der Arbeitslosigkeit nicht berührt. Um diesem näher zu kommen, muß sich der Ökonom bemühen, den ethischen Ansatz ökonomischen Denkens zur Kenntnis zu nehmen, in dem die Vollbeschäftigung an oberster Stelle steht und nicht erst eine Folgerung aus dem vollkommenen Wettbewerb ist. Solange die Ökonomen in die Rahmenordnung der freien Wirtschaft nur die Regeln des Wettbewerbs aufnehmen und vor lauter Angst vor der Planwirtschaft sich weigern, über die apriorischen Vorgaben des Wettbewerbs zu diskutieren, gibt es keinen Dialog über die Arbeitslosigkeit zwischen dem Ökonomen und dem Ethiker. Dies gilt auch für den Dialog des Ökonomen mit der katholischen Soziallehre. Die päpstlichen Verlautbarungen setzen alle beim ethischen Apriori an, wie dies eindeutig aus Laborem exercens her vorgeht. Die Befürwortung der Marktwirtschaft in Centesimus annus will und kann auf die Ethik der Arbeit von Laborem exercens nicht verzichten.

2. DIE ARBEITSLOSIGKEIT AUS ETHISCHER SICHT

Der fundamentale Unterschied in der Definition der Arbeit

Für den Sozialethiker ist Arbeit zuerst Schaffung eines sozialen Wertes, wobei die Bezahlung nur potentiell, nicht aber wesentlich ausgesprochen ist. Das heißt: In jedem wirtschafts- und sozialpolitischen Programm, in dem von der bezahlten Arbeit (Lohnarbeit) die Rede ist, darf der Bereich der nicht-bezahlten Arbeit nicht übergangen werden. Die oberste und allgemeinste sozialethische Formulierung der Vollbeschäftigung heißt: Jeder Mensch hat entsprechend seiner Leistungsfähigkeit den Anspruch auf Integration in die gesamt-gesellschaftliche Wertschöpfung. Die nach der Tauschgerechtigkeit bezahlte Arbeit ist eine Anwendung dieser allgemeinen Definition der Arbeit auf die Marktwirtschaft, in der das Prinzip "do ut des" gilt. Der Bereich der nicht-bezahlten Arbeit ist darum in jedem Programm der Arbeitsbeschaffung mitzudenken. Der Ökonom denkt stets an die für die Gesellschaft entstehenden Kosten. Der Sozialethiker dagegen denkt an die zu schaffenden sozialen Werte, die oft und überwiegend mit Geld nicht abgegolten werden können, ohne die aber die Gesellschaft und auch die Wirtschaft selbst keinen Bestand hätten. Man denke nur an die Familie, im besonderen an die Leistungen der Mutter. Eine gesunde Gesellschaft ist ohne gesunde Familien nicht denkbar. In bestimmten Umständen und unter bestimmten Bedingungen verlangt die unbezahlte Arbeit auch eine geldliche Anerkennung (Alterssicherung der Familienmutter, besonders der allein erziehenden Mutter). Dieser innere Zusammenhang zwischen nicht-bezahlter Arbeit und Lohnarbeit muß auch bei der Forderung nach dem gleichen Recht von Mann und Frau auf Lohnarbeit beachtet werden. Die Mißachtung dieses Zusammenhangs würde zur Aushöhlung der Familie nach marxistischem Muster führen. Um diese verhängnisvolle Folge abzuriegeln, bedarf es nicht nur einer Neuorientierung des Wertbewußtseins der Gesellschaft, sondern auch einer finanziellen Stärkung der Familie.

Kritik des Ausgangspunktes der Ökonomen

Der Ökonom ist von der Idee bestimmt, daß es zwischen dem liberalen Kapitalismus und dem Sozialismus nur eine einzige Alternative als Dritten Weg gebe, nämlich die sogenannte Soziale Marktwirtschaft, welche die Einkommensbildung in zwei Teile trennt: die erste Einkommensbildung auf dem Weg über den Marktmechanismus und die zweite abseits des Marktmechanismus im Sinn einer sozialen Zugabe.

Der empirische Ansatz der Ökonomen schließt folgende ethischen Werturteile ein: 1. Das materielle Wachstum wird als absolut geltendes Ziel betrachtet, d.h. es wird nicht zur Kenntnis genommen, daß das Wachstum in ethischer Relation zum Menschen steht und unter Umständen einer Begrenzung unterliegt. 2. Der augenblickliche Lebensstandard wird als ethisch gerechtfertigte Basis benützt, wenn von Wachstum die Rede ist.

Das materielle Wachstum ist für den Ökonomen unbegrenzt. Jegliche Wirtschaft wird darum nach dem Grad des materiellen Wachstums taxiert. Die aus diesem Wachstum entstehenden sozialen Ungleichheiten werden erst in zweiter

Linie, wie wir gesehen haben, durch die zweite Einkommensverteilung bereinigt. Je kapitalintensiver eine Wirtschaft wird, um so mehr Arbeitskräfte werden freigesetzt. Bislang hat der Ökonom an dieser Arbeitslosigkeit nichts Erschreckendes gefunden, weil er der Überzeugung war, daß beim nächsten Konjunkturaufschwung, in dem sich neue Absatzmärkte auftun, die freigewordenen Arbeitskräfte ohne weiteres einen neuen Arbeitsplatz finden werden. Diese Hoffnung hat sich aber nicht bewahrheitet.

Der Philosoph hat hierfür eine Erklärung. Die Kapitalisierung, die sich nur auf das materielle Wachstum einstellt, muß einmal an jene Grenzen stoßen, an der nur noch wenige Arbeit finden können. Das hat bereits K. Marx erkannt. Dies gilt auf jeden Fall für eine geschlossene Wirtschaft. In der Tat bilden die reicheren, industrialisierten Länder zusammen einen geschlossenen Markt. Die Entwicklungsländer können die hochentwickelten Produkte nicht kaufen. Man mag ihnen Kapital zuführen, damit sie mit den reichen Ländern in Konkurrenz treten können, was für sie aber wohl bedeuten würde, daß sie sich noch mehr zur Zweiklassengesellschaft entwickeln würden. Der Arbeitsmarkt der gesättigten Länder würde sich jedenfalls nicht erweitern. Das heißt, ihre Arbeitslosigkeit würde nicht vermindert, im Gegenteil im Zug der Kapitalisierung noch vermehrt, es sei denn, daß die Arbeitnehmer mit laufend sinkenden Löhnen zufrieden wären. Aber das würde die Nachfrage abschwächen. Und zudem würden die Kosten der zweiten Einkommensverteilung wachsen. Soziale Turbulenzen würden unvermeidlich sein.

Die zweite Feststellung, welche der Ethiker an den Ausführungen der Ökonomen kritisiert, ist die Annahme, daß der aktuelle Stand der Wohlfahrt Grundlage für das Problem des Wachstums sein müsse. De facto erklären die Ökonomen selbst, daß die Arbeitnehmer zu hohe Löhne gefordert hätten. Das heißt doch nichts anderes, als daß sie sich mit einem geringeren Stand der Wohlfahrt hätten zufriedengeben müssen. Dieser Vorwurf beweist, daß die Ökonomen sich in einen Widerspruch verwickeln. Man kann nicht einerseits im Interesse der größeren Nachfrage und somit des Wohlfahrtswachstums den Konsum animieren und andererseits eine sparsamere Lebenshaltung verlangen. Der bereits errungene Wohlstand war nur möglich aufgrund überzogener Löhne.

Hier liegt das eigentliche Problem in der Bestimmung des wirtschaftlichen Wachstums. Das Wachstum und mit ihm die Wohlfahrt müssen zusammen mit ihren sozialen und moralischen Komponenten bestimmt werden. Der Ökonom ist an einem möglichst hohen Konsum interessiert, weil Konsum Nachfrage schafft und damit ein höheres Angebot erfordert, das zur Gründung neuer Arbeitsplätze führt. Andererseits braucht die Wirtschaft auch Kapital. Das aber könnte durch die Gewinne erbracht werden, die auf diese Weise zur Eigenfinanzierung der Unternehmen führen. Nun sind die Ökonomen im Hinblick auf die Wettbewerbsfunktion des Kreditmarktes mit einer allseitigen Eigenfinanzierung auch wieder nicht zufrieden. Wo liegt nun die Mitte? Auf jeden Fall ist einsichtig, daß die Stimulierung des Konsums, wie wir sie heute erleben, für die in ihrer vollmenschlichen Dimension verstandene Wohlfahrt höchst schädlich ist. Sie treibt die Lohnforderungen in die Höhe und schafft damit, wie festgestellt wurde, Arbeitslosigkeit. Ein Blick auf den heutigen Tourismus und allgemein auf die Freizeitindustrie genügt, um zu erkennen, wie widersinnig das heutige Verständnis von Wohlfahrt ist, von den damit verbundenen ökologischen Schäden nicht zu reden.

Die ethischen Grenzen des wirtschaftlichen Wachstums und der Wohlfahrtsmehrung

Als absolute Vorgaben jeder Wirtschaftsordnung haben die Forderungen der Vollbeschäftigung und der gerechten Verteilung von Einkommen und Vermögen zu gelten. Es gibt also einen Begriff der Verteilung, der vor der Produktion angesiedelt ist. Alle anderen Forderungen, wie z.B. die eines geordneten Wettbewerbs, ergeben sich erst auf der Ebene, auf der darüber entschieden wird, gemäß welcher Handlungsordnung der rationale Umgang mit den materiellen Gütern gesichert werden kann.

Das materielle Wachstum einer Wirtschaft findet seine erste Grenze bei der Gefährdung der Vollbeschäftigung. Daß diese Forderung die rein funktionelle Arbeitslosigkeit nicht ausschließt, wurde bereits gesagt. Die funktionelle Arbeitslosigkeit darf aber die Grenze nicht überschreiten, an der sie zu einer massiven Arbeitslosigkeit würde. Sobald sie den Grad erreicht, an dem eine große Zahl von Arbeitswilligen auf Dauer ausgeschlossen wird, wirkt sie ruinierend auf die soziale Ordnung, ganz abgesehen davon, daß die Inkaufnahme einer massiven Arbeitslosigkeit auch aus rein wirtschaftlichem Grund, nämlich wegen der damit verbundenen hohen Kosten, eine Unklugheit ist.

Natürlich kann eine Wirtschaft, die sich an das Postulat der Vollbeschäftigung hält, kein so hohes materielles Wachstum bewirken wie eine Wirtschaft, die nur auf den materiellen Zuwachs eingestellt ist. Doch was nützt ein hohes Sozialprodukt, wenn es schlecht verteilt ist? Gewiß, der internationale Wettbewerb zwingt den Unternehmer zur rücksichtslosen Rationalisierung. Aber auch er wird eines Tages an die menschlichen Grenzen stoßen, an denen er zusammenbricht. Die Anzeichen sind bereits vernehmbar. Eine nationale Wirtschaft, die sich an den Imperativ der Vollbeschäftigung hält, muß mit materiellen Einbußen in der Wohlfahrt rechnen. Diese aber werden ausgeglichen durch den sozialen Frieden und den moralischen Hochstand der Gesellschaft. Beide machen sich schließlich auch ökonomisch bezahlt. Man denke nur an die hohen Kosten, die eine moralisch zerrüttete Gesellschaft in Kauf nehmen muß (Polizeiwesen, Drogenproblem, wirtschaftliche Verbrechen verschiedenster Art, nicht zuletzt die Steuerhinterziehung usw.).

In der aristotelischen Ethik wird die Tugendmitte als Grundforderung der moralischen Klugheit gepriesen. Auch im Bestreben nach Wachstum sollte man die goldene Regel der Tugendmitte befolgen. Nicht die Steigerung des Konsums, durch die nach Ansicht der Ökonomen der wirtschaftliche Kreislauf beschleunigt werden soll, ist die Norm einer humanen Wohlfahrt, sondern die Beherrschung der Konsumwünsche im Sinn der moralischen Klugheit. Erneut ist an dieser Stelle festzustellen, daß wirtschaftliches Denken nicht mit der vollkommenen Konkurrenz beginnen darf. Die christliche Moral besteht auf der Pflicht der einfachen und bescheidenen Lebensführung. Diese ist nicht nur im Hinblick auf die eigene Vervollkommenung in der Nachfolge Christi gefordert, sondern auch im Hinblick auf die Pflichten gegenüber dem Nächsten. Die Sparsamkeit gehört darum mit zur christlichen Lebensführung. Der Christ spart nicht nur für sich, sondern auch zugunsten des Mitmenschen, ganz abgesehen von der ökologischen Forderung des sparsamen Umganges mit der Natur. Bei der Investition denkt er nicht nur an seine Unterhaltssorge, sondern auch an die Nöte der Entwicklungsländer. Der Christ kann sich darum mit der Aufforderung des Ökonomen zum Konsum zur Hebung der Nachfrage nicht befreunden.

Nun erklärt der Ökonom, daß das Kennzeichen der modernen Gesellschaftsordnung die individuelle Freiheit auf allen Gebieten sei, diese aber heiße im wirtschaftlichen Bereich Konsumfreiheit. Aus dem Postulat der Konsumfreiheit folge die Produktionsfreiheit. Und um diese rational zu gestalten, dazu diene die Konkurrenz. Darum gebe es grundsätzlich nur eine ungeteilte Marktwirtschaft nach dem Modell der vollkommenen Konkurrenz. Alle anderen freiheitlichen Wirtschaftsordnungen seien Ableitungen davon.

Das ist die typisch liberale Argumentation, der im Prinzip auch die Vertreter der Sozialen Marktwirtschaft folgen, nur mit dem Zusatz der zweiten Einkommensverteilung.

Der fundamentale Denkfehler der modernen Gesellschaftslehre

Der grundsätzliche Denkfehler der modernen Gesellschaftslehren seit Kant und Hegel liegt im erkenntnistheoretischen Idealismus, d.h. in der Idealisierung oder Typisierung eines speziellen Gesichtspunktes der Wirklichkeit. Daraus wird ein Denksystem entfaltet, das als solches keine Aussicht auf Verwirklichung hat. Hegel hat den Begriff der Ganzheit, der in der gesellschaftlichen Wirklichkeit liegt, zum System des Kollektivismus ausgebaut, den dann Marx materialisiert und in die Form des Kommunismus gebracht hat. Kant hat die Freiheit des Individuums formalisiert mit der Konsequenz, daß man den Staat nur als absolute, d.h. wertfreie Demokratie verstehen kann. Auf dem Gebiet des Rechts hat Kelsen in seiner Reinen Rechtslehre die Idee des Rechts als System typisiert, das auf jede staatliche Organisationsform anwendbar ist, sei es die Demokratie oder die Diktatur.

Der Ökonom interpretiert den Begriff der Rationalität als Wahl des billigsten Mittels zur Produktion jeglichen materiellen Objektes, das der Zielsetzung des Menschen dient (Nutzleistung). Um welches Ziel und welchen Nutzen es sich dabei handelt; wird der Nachfrage überlassen, wobei aber nur auf die aktuell kaufkräftige Nachfrage abgestellt wird, ohne an die überwiegende Zahl von Menschen zu denken, die ihre natürliche Leistungsfähigkeit nicht durch Arbeit aktualisieren können, um in den Kreis der Nachfragenden einzutreten. Auch das ist Idealismus, denn das reale Ziel des Menschen ist in allgemeiner Form durch die Natur des Menschen vorgegeben. Die Ignorierung dieser vorgegebenen Finalität kann auf lange Sicht nur im Chaos enden. Das Modell der vollkommenen Konkurrenz ist darum per definitionem irreell, nicht erst, wie der Ökonom meint, aufgrund von irgendwelcher praktischen Erfahrung. Es ist daher an der Zeit, sich endgültig von diesem Modell zu trennen, wie P. J. Hammond zu Recht betont.⁴ Es wäre daher besser, die Marktwirtschaft nicht als Konkurrenzwirtschaft zu definieren, sondern als jene Wirtschaft, die mittels der privaten Eigentumsordnung das Ziel der gerechten Verteilung von Einkommen und Vermögen zum Nutzen aller verwirklichen soll. Hierbei spielt natürlich das individuelle Interesse eine entscheidende Rolle, aber stets orientiert am Ziel. Das heißt konkret: soviel Freiheit und Markt

⁴ Vgl. die in Fußnote 2 erwähnte Besprechung zur Veröffentlichung von *Justitia et Pax*, S. 426-428.

als möglich im Sinn der gerechten Verteilung, und zwar der globalen, d.h. auf die gesamte Menschheit bezogenen Verteilung. Im Denkprozeß des Systems steht somit die Verteilung an erster Stelle. Sie bestimmt, wo Markt und wo Lenkung angezeigt ist.

Selbstverständlich soll dem einzelnen die Freiheit zustehen, zu bestimmen, was er konsumieren will. Doch muß makroökonomisch das Verhältnis von Investition und Konsum entsprechend dem Ziel der gerechten Verteilung von der Politik bestimmt werden. Ota Šik hat für dieses Problem eine Quotenregelung vorgeschlagen.⁵ Die Ökonomen haben sich aber geweigert, dazu Stellung zu beziehen, weil sie jegliche Form von Lenkung als typisches Instrument der Planwirtschaft ablehnen. Andererseits muß man sich fragen, ob die zweite Einkommensverteilung mit ihrem nicht mehr in Grenzen zu haltenden Institut der Lohnnebenkosten nicht eine stärkere Lenkung bewirkt als die von Šik vorgeschlagene Quotenregelung. Es wird hier nicht speziell für die Šiksche Quotenregelung votiert. Es wird nur zum Ausdruck gebracht, daß die Ökonomen sich im Hinblick auf die ausweglose Situation der Arbeitslosigkeit überlegen sollten, ob nicht analoge Instrumente wie die Quotenregelung notwendig seien, die nicht mehr unter den Ausdruck "marktkonform" fallen. Im übrigen ist die heute allseits übliche Steuerpolitik eine Lenkungsmaßnahme, die allmählich die Konsum- und Produktionsfreiheit nicht nur einengt, sondern in ihrer Existenz bedroht.

Zwar liegt es im Sinn des Kapitals, die menschliche Arbeit soweit wie möglich zu ersetzen, den Menschen also frei zu machen für höhere Beschäftigung als nur für die Existenzsicherung. Unter dem "Menschen" ist aber weltweit die Menschheit zu verstehen. De facto ist die heutige Marktwirtschaft mit ihrer als absolut interpretierten individuellen Freiheit der Gewinnmaximierung und der Disposition des Gewinns geradezu institutionell gezwungen, von der Arbeit Abhängige und Arbeitswillige auszuschließen und auf die Sozialhilfe abzuschieben, unbekümmert um die Tatsache, daß das Kapital ursprünglich das Resultat nicht nur des rationellen Sparens, sondern auch der Arbeitsleistung ist (vgl. *Laborem exercens*).

Der Papst hatte in der Enzyklika *Centesimus annus* die Marktwirtschaft als das System bezeichnet, das die katholische Soziallehre befürworten kann. Der Ökonom muß sich aber bewußt sein, daß der Begriff der Marktwirtschaft von *Centesimus annus* ein anderer ist als der seine. Der Papst hat den Grundsatz der gerechten Verteilung zum Vorspann der Konkurrenz gemacht. Zur gerechten Verteilung gehört an erster Stelle die Verteilung der Arbeit. Wie das Privateigentum einem höheren Wert zu dienen hat, nämlich der allgemeinen Nutzung der Güter, so hat auch die Marktwirtschaft der Vollbeschäftigung zu dienen. Die Vollbeschäftigung muß darum der Institution der Marktwirtschaft vorangestellt werden. Es liegt nun am Ökonomen, diesen Vorspann zu formulieren. Die bisherige absolute Vorrangstellung der Marktwirtschaft nach dem Modell der vollkommenen Konkurrenz mit der ihr entsprechenden Einkommensverteilung und dem sozialen Zusatz der zweiten Einkommensverteilung muß korrigiert werden. Allem voran

⁵ Vgl. die Darstellung in A.F. Utz, *Wirtschaftsethik*, Bonn 1994, 142-154.

haben das Existenzrecht aller und die Vollbeschäftigung zu stehen. Hätte man dies früher bedacht, dann wäre es wohl möglich gewesen, die private Vorsorge auf dem Weg des individuellen Sparens stärker auszubauen und damit zugleich die Aufblähung der Lohnnebenkosten zu verhindern. Allerdings gäbe es in einem solchen Programm die kollektive Tariflohnpolitik, wie sie heute üblich ist, nicht mehr.